

Politique fiction: si on généralisait le bio ?

Article rédigé par *Pierre-Lucas Landel*, le 15 juin 2016

[Source: France Agricole]

Pas une semaine sans que nous n'entendions parler des méfaits de notre agriculture intensive, tant sur l'environnement, la santé des consommateurs et bien évidemment sur celle de ces empoisonneurs que sont les agriculteurs qui manipulent au quotidien ces pesticides.

Pas une semaine ou pas un jour sans que nous soit présentée une émission culinaire, avec le choix de produits sains, c'est-à-dire « bio ». La prise de conscience du lien entre alimentation et santé a gagné tous les esprits, elle est d'ailleurs enseignée à nos petites têtes blondes qui sont convaincues que seul le bio est garant de leur santé. Puisque ce constat fait la quasi unanimité, l'on ne peut tolérer l'atteinte délibérée à notre santé et à notre environnement. Au nom du principe de précaution, marqués par l'affaire du sang contaminé, nos élus « Les verts » craignent ce risque de procès et en leur âme et conscience, ils alertent. Voici la trame d'un scénario qui, en toute logique, devrait s'imposer (voir la loi Komhri)

Acte 1 : Les députés « verts » de la majorité publient dans un grand quotidien une tribune exigeant l'interdiction immédiate de l'agriculture intensive.

Acte 2 : Une pétition sur le net est lancée par les citoyens et elle recueille plusieurs millions de signatures, soit un véritable référendum..

Acte 3 : Les étudiants, lycéens et collégiens aguerris par leurs professeurs descendent dans la rue car leur santé et l'avenir de la planète les concernent prioritairement.

Conséquences : Eu - égard aux leçons du passé, quel est le gouvernement qui endosserait la responsabilité d'empoisonneur ? Le pouvoir ne peut qu'entériner la voix du peuple en imposant, par voie législative, la seule forme qui a fait ses preuves, soit l'agriculture biologique. Les agriculteurs pourtant majoritairement attachés à la pratique conventionnelle, s'inclinent non sans une extrême colère. C'est une véritable révolution, plutôt une dé-révolution puisqu'est jeté aux orties le principe d'une agriculture moderne, l'agrochimie. L'Europe en prend acte, les frontières restent ouvertes aux Pays de la communauté à condition que leurs produits soient bio, cette option est compatible avec la PAC et les aides sont maintenues. La France nage dans un bain de jouvence mais l'état de grâce dure aussi longtemps que les rayons restent achalandés, en quantité suffisante et à des prix normaux. Mais, au fur et à mesure que les aliments bio s'imposent, ces étals se vident au même rythme qu'augmentent les prix ! L'explosion des prix écarte du marché une grande partie des consommateurs dont le pouvoir d'achat est à la baisse, le gouvernement se retrouve face à des mouvements de rue. Dans ce contexte, les prix ne peuvent que baisser car les prix s'ajustent au pouvoir contributif des consommateurs et les agriculteurs ne peuvent assumer la responsabilité d'affameurs. Mais, s'il était possible d'attribuer des aides spécifiques à une minorité d'agriculteurs bio, il est désormais impossible d'aider tous les agriculteurs et ils doivent opérer sans « filets », finies les aides à la reconversion et au maintien !

On ne doit pas payer l'agriculteur pour le bio car s'il est incontournable, il doit être assumé par le portefeuille du consommateur. Rappelons que, in fine, ces aides permettaient aux consommateurs bio, sociologiquement plutôt favorisés, d'acheter leurs produits moins chers. C'est ainsi que les impôts des pauvres parvenaient à subventionner les riches !... De plus, un aveuglement coupable a négligé les fondamentaux : les plantes ne se satisfont pas de l'air du temps, il faut les « fumer » mais le fumier vient à manquer ! En effet, presque la totalité de la fumure organique était captée par les quelques pour cents d'agriculture biologique et il faut désormais la répartir sur la totalité du territoire. Faute de fongicides, herbicides et engrais, les rendements sont divisés par trois, ou quatre, voire plus, surtout dans les terrains peu fertiles. Face à ce cumul de problèmes, il n'est pas exagéré d'imaginer la ruine des agriculteurs ainsi que la faillite généralisée d'un Pays comme la France, en proie à de multiples difficultés. Les Français sont amers car les faits s'imposent, balayant un choix empreint d'un grand idéalisme.

Convaincus qu'ils étaient d'être sur la voie du paradis, citoyens et paysans se retrouvent en enfer ! La preuve est apportée que ce sujet est passionnel, nos concitoyens (souvent les moins défavorisés) sont

scandaleusement égarés par des personnages dont l'expertise s'arrête à leur idéologie. Ca ne peut plus durer, on ne peut laisser vociférer une minorité (j'ose le mot) de "bobos" !

Un débat loyal basé sur une analyse globale rassemblant des personnes fondées et sincères doit être offert à la société pour lui expliquer la voie médiane du possible, débouchant sur un consensus. Ce débat doit être élargi à l'Europe pour réinitialiser une nouvelle PAC mais les accords internationaux nous le permettent-ils ?

Pierre-Lucas Landel